



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2026-004

Envoyé en préfecture le 28/01/2026

Reçu en préfecture le 28/01/2026

Publié le 28/01/2026

ID : 007-210703468-20260126-DEL2026_004SG-DE



Séance publique du 26 janvier 2026

Le 26 janvier 2026 à 18 heures trente, le Conseil Municipal de VIVIERS s'est assemblé à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Madame Martine MATTEI, Maire.

Nombre de Conseillers

Municipaux :

- en exercice : 27

- présents à la séance : 24

Date de l'envoi et de

l'affichage de la

convocation : 20.01.26

Étaient présents : Mme MATTEI Martine - Mme CHAIX Marie-Pierre - M. LEBRETON Frédéric - Mme RIFFARD-VOILQUE Martine - M. SAPHORES Pierre - Mme COMBIER Marie-Christine - M. HAUSHERR François - Mme LARMANDE Véronique - M. WNUK Stanislas - Mme DAHMANI Samira - Mme ROCHE Patricia - Mme SIRVENT Eliane - M. RANCHON Denis - Mme BOUGUERRA Nadia - M. ROYERE Christian - Mme BOZIER Sylvie - Mme MARSENI Habiba - M. SERRE Claude - Mme BOYER Isabelle - M. LAVIS Christian - M. HALLYNCK Dominique - M. MURCIA Antoine - M. SAEZ Jean-Pierre - M. GUILLERM Stéphane

Absente : Mme Céline PORQUET

Procurations :

- Mme Estelle FAURE-ALLIRAND à Mme Martine RIFFARD-VOILQUE
- Mme Julie STEL à M. Antoine MURCIA

Secrétaire de séance : Mme Samira DAHMANI

OBJET : CESSIION D'UN CHEMIN RURAL

Rapporteur : Madame Martine MATTEI

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2131-2 et L.5214-16,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.318-1 à L.318-3, R.123-19, R.318-5 à R.318-7 et R.318-10,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L.123-2, L.123-3, L.141-7, R.141-4 à R.141-10, L.162-5 et R.162-2,

Vu le Code de la Voirie Routière notamment l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière qui stipule que la procédure de classement ou de déclassement d'une voie communale est dispensée d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

Vu la délibération n° 2025-079 du conseil municipal du 16 décembre 2025 relative à la désaffectation et au déclassement d'une partie de la voie communale n° VC019, devenue chemin rural en vue de son aliénation,

Vu l'avis du Pôle d'évaluation domaniale de la DGFIP n° 2025-07346-90309 en date du 18 décembre 2025,

Considérant le projet d'installation d'une ferme pédagogique et écologique par la « SCI Verchaüs », représentée par Monsieur Cédric BARNIER, désireux d'agrandir une partie privative de son bien actuel,

Considérant que ce chemin rural, avec pour origine les parcelles AK 93 et AK 121 et pour extrémité la parcelle AK 72, ne présente pas d'intérêt pour la commune,

Considérant que la commune, dispensée d'enquête publique préalable puisque le déclassement de la voie communale citée ci-dessus n'avait pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie, peut procéder à son aliénation,

Considérant que l'acquéreur prendra à sa charge l'ensemble des frais de la procédure ainsi que les éventuelles servitudes,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- ⇒ **D'APPROUVER** la vente de ce chemin rural dans les conditions citées ci-dessus au prix de 675 € pour 250 ml,
- ⇒ **AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant à signer tous les documents et actes relatifs à cette affaire,
- ⇒ **VOTE** à l'unanimité.

Délibéré le 26 janvier 2026

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal

Le Secrétaire de Séance

Samira DAHMANI

Martine MATTEI

Maire de Viviers

